

## L'EDITO

N°88

JUIN 2018

## NOS QUESTIONS...

**L**es médias aux ordres se chargent de nous préciser, jour après jour, ce qu'il convient de penser, de faire ou ne pas faire, ils prétendent même nous expliquer le bienfait des mesures qui, l'une après l'autre, détruisent nos services publics, nos entreprises nationales, notre protection sociale. La santé, l'hôpital, l'école, le rail, sont livrés au privé sous prétexte d'économies et d'efficacité. Mais il faut surtout éviter que l'on se pose les questions qui pourraient fâcher ! Parce que si on réfléchit et s'interroge, on finit par trouver les réponses, et ce ne sont pas celles que le système attend de nous...

### ALORS, SILENCE OU EXPLICATIONS ET ACTION ?

- Après le référendum d'Air France, la Vot'action des cheminots a connu un résultat sans appel : avec un score de 94,97 % sur 61,15 % de suffrages exprimés, les cheminots sont contre la réforme. Pourquoi l'ont-ils refusée aussi massivement si, dicit les ministres, elle est si favorable pour eux ? Sont-ils trop sots pour la comprendre... ou au contraire l'ont-ils trop bien comprise ?
  - Combien de temps la France va-t-elle rester à la remorque des USA et de l'OTAN ? Notre président s'est ridiculisé lors de son voyage aux Etats-Unis : il se faisait fort d'infléchir leur renoncement sur l'accord climat et l'accord iranien sur le nucléaire. Qui a le droit de décider qui peut avoir la bombe atomique et qui n'y a pas droit ? La bombe israélienne serait-elle moins tueuse qu'une bombe iranienne ?
  - Qui peut considérer que tel dirigeant d'un pays est légitime, ou pas, et quel autre doit être éliminé ? Le président du Venezuela serait mal élu alors que le président Macron serait légitime lors d'élections similaires, avec un fort taux d'absentéisme ? Cet acharnement serait-il lié à la colère des USA contre une politique progressiste ?
  - Pourquoi des jeunes, y compris mineurs, ont-ils été placés en garde à vue pour avoir occupé des lycées, sans que les parents soient prévenus ni avoir accès à un médecin ? Pourquoi la police a-t-elle laissé les casseurs agir sans intervenir, lors des récentes manifestations ?
  - Pourquoi le manque de mobilisation des retraités ? Certes ils sont nombreux dans les rues, mais ils pourraient et devraient être des millions ! Sont-ils donc satisfaits des mesures prises par le gouvernement ?
  - Ce pays qui désespère ses jeunes qui veulent se former, qui les livre à des petits boulots aléatoires est-il la France que nous avons connue, pour laquelle tant des nôtres ont donné leur vie ? Y a-t-il volonté de précariser toute une génération pour la livrer aux appétits du patronat, qui pourra ainsi l'exploiter plus facilement puisque pas ou peu formée, donc pratiquement sans défense ? Ce sont nos enfants et petits-enfants qui souffrent et vont souffrir plus encore.
  - Deux dames âgées mortes aux urgences : qui est mis en accusation médiatiquement ? Les ministres responsables de la destruction de l'hôpital public ou le personnel hospitalier, les médecins, qui pourtant clament depuis des années le manque de moyens, qui se battent pour défendre le bon fonctionnement de l'hôpital public ? Qui interroge sur les raisons des 160 milliards accordés à l'armée, dont 37 pour le réarmement nucléaire ? Combien pour les hôpitaux et les Ehpad ?
  - Quel vrai journaliste de télévision posera-t-il enfin les questions pertinentes lors des interviews de ministres ?
  - Il n'y aurait plus d'argent en France, il faut faire des économies partout, en particulier dans les services publics, bien sûr ! Combien rapportent les 5 euros supprimés à l'APL en comparaison de la fin de l'exit tax ?
- Y a-t-il volonté gouvernementale de plonger 90 % des citoyens de ce pays dans la pauvreté ? **LE TEMPS N'EST PLUS AUX QUESTIONS, IL EST À L'ACTION, TOUS ENSEMBLE.**

## Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris  
93514 Montreuil Cedex  
Tél. 0155826888- Fax. 0155826915  
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : [contact@fnic-cgt.fr](mailto:contact@fnic-cgt.fr)  
Mensuel - 1,06 €  
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE  
ISSN : 2112-2776  
Commission Paritaire : 0119 S 08416

**LE 19 MAI** : très bon accueil du tract sur la 1<sup>ère</sup> journée européenne des retraités, initiée par la FSM (à noter qu'on attend toujours la journée FERPA promise pour ce premier semestre...). A Riom, l'affiche a été apposée à l'entrée de la Maison du Peuple et à l'étage CGT. En France, pas autant d'actions qu'espéré, du fait des nombreuses actions en ce moment pour la défense des services publics. **PENSONS DÈS À PRÉSENT À 3<sup>ÈME</sup> LA JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE DES RETRAITÉS, SOUS L'ÉGIDE DE LA FSM, LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE.**

**LE 22 MAI** Manifestation pour la défense des services publics :

- ☐ 30 000 à Paris,
- ☐ 6 500 Lyon,
- ☐ 1 500 à Valence,
- ☐ 800 à Beauvais,
- ☐ 3 000 à Clermont,...

La détermination des hospitaliers ne faiblit pas, il faut continuer l'action avec eux !

**LE 26 MAI,** la « marée humaine » a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants, dont certains étaient pour la première fois dans la rue. Encore une fois, les médias aux ordres ont travesti la vérité, parlant de « manifestation de France Insoumise » quand cette action a été initiée par ATAC et la Fondation Copernic, FI s'y étant ralliée ultérieurement.

**Le 14 juin,**

*avec leur pétition, dont nous savons qu'elle n'a pas grand effet sur nos gouvernants mais qui permet de discuter avec les gens.*



## LUTTES

*Dans nos entreprises, il y a des luttes, et des luttes gagnantes : ainsi à l'usine de TORAY Lacq où 30 heures de grève, et le soutien des camarades de Toray Abidos, pour le piquet de grève notamment, ont suffi pour obtenir la satisfaction des revendications.*

- ☐ Ainsi à la raffinerie LyondellBasell de Berre, où la mobilisation du personnel, entraîné par la CGT, a permis l'embauche d'un pompier supplémentaire, bien nécessaire dans un site pétrochimique.
- ☐ Ainsi chez Air Liquide, où, quand la direction met en œuvre une politique de division entre les salariés et l'organisation syndicale CGT contre l'intérêt général, les salariés et leur syndicat CGT soutiennent la grève pour que des négociations aient lieu et que les revendications du site de Mitry-Mory soient débattues et satisfaites.
- ☐ Hors de notre champ professionnel, les luttes sont multiples, elles touchent des PME mais aussi Mac Donald's, Carrefour, des hôtels de luxe, les transports scolaires, des hôpitaux..., les salariés exigent des moyens humains, des augmentations de salaires, défendent leurs emplois.

*Les médias, soucieux de ne pas risquer la contagion de ces luttes, n'en parlent pas... ils préfèrent se concentrer sur la succession Hallday ou sur la personnalité de Mme Macron, qu'ils affublent abusivement du titre de Première dame, calqué sur l'administration US.*

## INTERNATIONAL

A Gaza, prison à ciel ouvert, où les snipers israéliens tirent à balles réelles sur des jeunes désarmés, dans les territoires occupés où la construction de logements pour les colons s'intensifie, le gouvernement israélien provoque la communauté internationale et l'ONU qui restent lamentablement sans réaction. **Quelques exceptions toutefois :** ainsi l'Afrique du Sud a rappelé son ambassadeur en Israël...

## ❑ **QUI EST « SAUVEGARDE DES RETRAITES » ?**

Cette organisation, non avare de messages par internet, de pages de publicité, etc., se dit « dégagée des partis politiques ». En fait, elle fait partie d'une galaxie libérale, d'un courant qui a ou a eu des adeptes comme les Reagan, Bush et Margaret Thatcher, dont nous connaissons les dégâts qu'ils ont causés dans certains pays, sous prétexte de lutter contre le socialisme et le communisme, comme au Chili avec Pinochet.

« Sauvegarde des retraites » a choisi un terrain limité, celui des retraites, et s'en prend surtout à tous les régimes de retraites par répartition et en particulier aux régimes de la fonction publique et des agents de la RATP, de la SNCF, d'EDF.

Elle le fait en prenant appui sur des « démesures » en matière de retraites, à l'exemple des pensions et traitements accordés aux parlementaires, anciens ministres, etc. Cette association ferait mieux de s'attaquer aux parachutes dorés, aux paradis fiscaux, aux gros dividendes des actionnaires, aux bonus et au bouclier fiscal des riches.

Si l'on observe cette association qui veut apparaître comme « redresseur de torts », on y voit les refrains éculés de la vieille droite française menant un combat contre les acquis sociaux, contre les retraités considérés comme des nantis et privilégiés, contre nos régimes par répartition, opposant retraites publiques et privées, jeunes et retraités. Notre conseil : ne pas répondre !

## **TIENS, TIENS...**

*Soucieux de faire partager le « bienfait » de ses réformes, le gouvernement a publié, le 9 mai 2018, un arrêté qui prévoit la modification, en plusieurs étapes, de la liste des informations devant figurer sur les bulletins de paie.*

*Mais, comme c'est bizarre, par rapport au bulletin de salaire actuel, le taux des cotisations patronales a également disparu.*

*Nous reproduisons cette interview dans la mesure où est abordée la question du « tout Sécurité sociale », qui a fait l'objet d'une demi-journée d'étude des membres du Conseil national de l'UFR. Précisons que nous n'approuvons pas toutes les positions de JF Naton...*

## ❑ **INTERVIEW DE JF NATON DANS VIVA (LE MAGAZINE DE MA MUTUELLE)**

Au moment où la Cgt se lance dans un mouvement social pour la défense des services publics (SnCF), son responsable Travail-santé-protection sociale, Jean-François Naton, porte un jugement sévère sur la politique de santé menée par le gouvernement : « Nous faisons face à l'effondrement du système de santé et la priorité du gouvernement est de réduire les déficits. Hôpitaux, Ehpad, déserts médicaux, reste à charge zéro... Il y a des besoins financiers en urgence absolue. »

**\* Que pensez-vous de la réforme annoncée du reste à charge zéro en optique-dentaire audioprothèse ?**

La question de l'accès aux soins en optique et en dentaire est un des combats historiques de la Cgt.

Toutes ces dernières années, nous n'avons eu de cesse d'exiger de meilleurs remboursements de l'assurance-maladie de base pour ces deux postes. **A ce sujet, il faut préciser qu'une réflexion est lancée au sein de la Cgt depuis le dernier congrès confédéral de 2016 autour du périmètre de remboursement de la**

**Sécurité sociale. Devons-nous, pouvons-nous tendre à une Sécu intégrale excluant les organismes complémentaires du remboursement des soins ?**

Devons-nous plutôt repenser un nouvel équilibre Amc - Amc qui passe par une assurance-maladie de haut niveau et des organismes complémentaires qui aient leur place, toute leur place, mais rien que leur place. Pour moi, le mutualisme est constitutif du mouvement social et, comme la prévoyance, antérieur à la Sécurité sociale. J'ai du mal à penser que la mutualité et les institutions de prévoyance doivent disparaître.

Cela dit, le danger de cette réforme du reste à charge zéro, c'est d'en faire supporter le financement par les complémentaires, ce qui conduirait à une hausse de leurs tarifs et donc à un renforcement des inégalités dans l'accès aux soins, notamment pour ceux qui n'ont pas de prise en charge par leur employeur.

**Pour que cette réforme soit une réussite, il faut que l'assurance-maladie soit en première ligne.**

► Ce qui veut dire, pour le dentaire, une revalorisation significative et pas seulement cosmétique des actes conservateurs pour assainir la politique de la rémunération par la prothèse qui conduit au renoncement aux soins.

► Cela veut dire une intervention nouvelle et conséquente de l'assurance-maladie en optique et en audioprothèse. Dans ce dernier domaine, on peut dire qu'on a laissé le marché au marché.

# L'Agenda

21 JUIN : Conseil national de l'UFR.

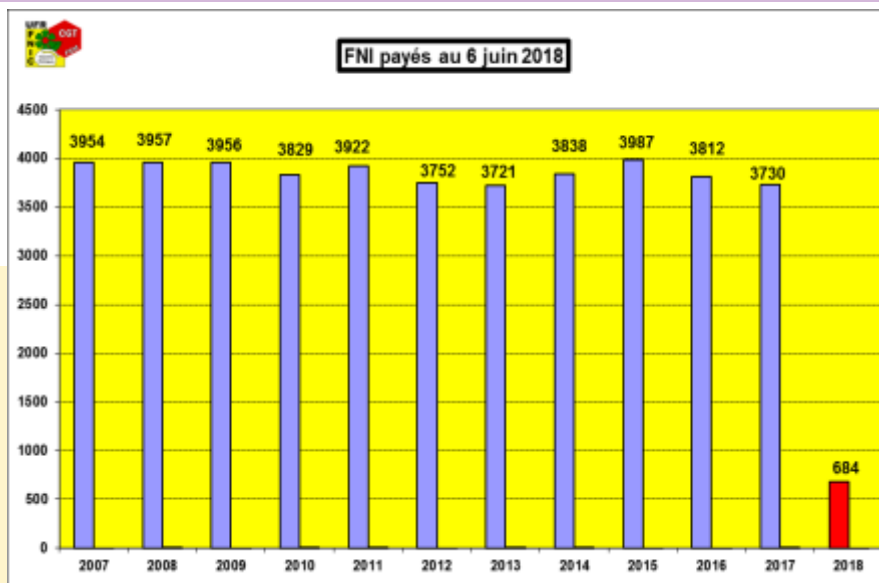
5 SEPTEMBRE : Conseil national de l'UFR.

6 SEPTEMBRE : Assemblée générale fédérale.

1<sup>ER</sup> OCTOBRE : journée internationale FSM de lutte des retraités.

13/17 MAI 2019 : congrès confédéral.

## l'Orga - le point



► Les premières informations sur le règlement des FNI 2018 apparaissent enfin,...

Et il n'y a pas de quoi se satisfaire ! En effet, à plus du milieu de l'année (nous savons bien que ce n'est pas en juillet et août, voire septembre,

que les chiffres vont beaucoup bouger, les retraités ont bien besoin de profiter de leurs vacances !) les chiffres 2017 sont encore bien en-deçà de ce qu'ils devraient être, mais surtout le nombre de FNI 2018 est très faible, bien inférieur à 2017 à la même date, où 1543 FNI étaient comptabilisés, soit 125 % au-dessus des 684 de cette année. Il est vraisemblable qu'il y ait quelque retard au sein de la structure CoGéTise, mais ceci n'explique pas entièrement ce mauvais chiffre.

**Camarades, chacun d'entre nous doit vraiment mettre un « coup de collier » pour faire évoluer rapidement cette situation, il y va de l'influence de notre syndicalisme retraités mais aussi du poids de notre CGT.**

## La vie des sections

### ► 5, 6 ET 7 JUIN 2019, DOUZIÈME CONFÉRENCE DE L'UNION FÉDÉRALE DES RETRAITÉS DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

La date de cette conférence a été fixée par la direction fédérale, pour tenir compte à la fois du congrès confédéral (voir Agenda), du congrès fédéral, qui se tiendra en mars ou avril 2020 et du délai à respecter entre la onzième et la douzième conférences.

Le lieu de cette conférence n'a pas encore été fixé, la réflexion est en cours : il faut trouver un espace permettant de nous accueillir dans de bonnes conditions d'hébergement (par exemple éviter les escaliers nombreux...) ainsi que de travail, facile d'accès par les transports publics ou en voiture, présentant un intérêt sur le plan touristique et/ou industriel, etc.

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir noter ces dates sur leur agenda afin de pouvoir faire en sorte qu'un maximum de camarades, actifs et retraités, puissent participer à ce temps fort de notre vie syndicale.

Comme lors des conférences précédentes, le Comité exécutif fédéral se réunira, la veille de notre conférence, sur le lieu même où elle se tiendra, les membres de ce CEF étant invités à participer à nos travaux.



### ► SCANDALE D'ÉTAT !

Le Président du Sénat (deuxième personnage de l'Etat, après le président de la République) qui n'avait pas trouvé de possibilité pratique pour accueillir la mémoire du CNR, a reçu le 11 juin le Président de l'assemblée ukrainienne, A. Parubiy, un authentique nazi revendiquant l'héritage des atrocités antisémites commises en Galicie (massacres de juifs, assassinat de patriotes soviétiques, etc.) Ce Parubiy, toujours présent lors des célébrations de la division SS Halychyna, est le président du parti « svoboda », transformation pour paraître plus présentable du « parti socialiste national ukrainien », dont l'emblème jusqu'à il y a peu était le même que celui de la division « das Reich » sinistrement connue pour ses massacres dont Tulle et Oradour. Il est, avec son parti, un des responsables majeurs du massacre de Maïdan le 20 février 2014. Ce sinistre individu a aussi été reçu par le président de l'Assemblée Nationale.

**Cela doit interpellier sur la façon dont la mémoire et l'histoire, la mise en œuvre des lois voulant les porter, sont entretenues par ceux qui les ont votées, ont mandat d'y veiller et de payer d'exemple.**